

LA VIRGULE
82, boulevard Gambetta
59200 TOURCOING

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Lu et approuvé
Anouck MARIN



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

18, avenue du Rhin 67100 STRASBOURG • Tél : 03 90 20 05 80 • NOS BUREAUX : STRASBOURG | METZ | PARIS
E-mail : info@gestion-strategies.fr • Internet : www.gestion-strategies.fr • N° formateur : 426 703 862 67

• SARL au capital de 800 000 € • RCS Strasbourg 495 241 853 • Siret : 495 241 853 00029 • Code APE : 6920Z • TVA intracommunautaire : FR 454 952 418 53

CAPIÈTRE IL VOUS PRESENTE LA VIRGULE, UN DES PLUS GRANDS EXPERTS COMPTABLES EN FRANCE, ET LE COMMISSAIRE RÉGIONAL DES COMPTES LIÉGEOIS, UN DES COMPTES DE LA VIRGULE.

A l'assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **LA VIRGULE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de nos contrôles, nous avons ainsi vérifié la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices et validé les assertions d'exhaustivité et de séparation sur les subventions d'exploitation accordées à l'association.

Le poste subventions d'exploitation accordées à l'association a fait l'objet d'un contrôle particulier, cette rubrique constituant une zone déterminante pour l'audit des comptes annuels. Un contrôle de justification des sommes enregistrées a ainsi été réalisé, par rapprochement avec les éléments contractuels. Ce contrôle a permis de conclure à l'absence d'anomalie.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Strasbourg, le 15 avril 2024

Pour la société AUDITORIA
Christophe THIEBAUT
Commissaire aux Comptes



La Virgule

Actif			Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations incorporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	9 345	9 345		
		Immobilisations incorporelles en cours				
	Immobilisations incorporelles	Avances et acomptes				
		TOTAL	9 345	9 345		
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst. techniques, mat.out. industriels	134 842	131 004	3 838	4 900
Actif circulant	Immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles	TOTAL	134 842	131 004	3 838	4 900
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées				
		Autres titres immobilisés	457		457	457
		Prêts				
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Autres				
		TOTAL	457		457	457
	Total I		144 645	140 350	4 295	5 358
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 661		1 661	6 508
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	72 485		72 485	36 973
	Créances ⁽³⁾	TOTAL	74 147		74 147	43 481
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	39 134		39 134	96 922
	Divers	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	1 962		1 962	2 745
		TOTAL II	115 244		115 244	143 148
Actif circulant	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		259 889	140 350	119 539	148 506
Renvois	(1) Dont droit au bail					
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

La Virgule

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	3 767	3 906
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-31	-139
	Situation nette (sous-total)	4 239	4 270
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		4 239	4 270
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques	5 299	12 824
	Provisions pour charges		
Total III		5 299	12 824
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 046	26 805
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	45 222	49 764
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	26 071	39 719
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	15 660	15 122
Total IV		110 000	131 412
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		119 539	148 506
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

La Virgule

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	135 588	147 415
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	335 751	325 970
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	31 553	6 309
	Utilisations des fonds dédiés		34 000
	Autres produits	4	848
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	502 898	514 543
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	130 583	161 766
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	8 232	7 977
	Salaires et traitements	263 576	243 687
	Charges sociales	90 726	85 500
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 604	1 356
	Dotations aux provisions	864	3 770
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	13 091	10 981
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	508 678	515 040
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-5 780	-497

La Virgule

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3	2
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	3	2
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		3	2
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-5 777	-494
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	5 746	358
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	5 746	358
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1	2
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	1	2
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		5 745	355
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		508 648	514 904
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		508 679	515 043
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-31	-139
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		35 020	35 020
Bénévolat			
Total		35 020	35 020
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		35 020	35 020
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		35 020	35 020

1 Présentation de l'association et ses activités

1.1 Objet social

L'objet social de La Virgule est décrit ainsi dans les statuts :

L'Association a pour objet d'animer, développer et promouvoir un Centre Transfrontalier de Création Théâtrale. Les actions du centre transfrontalier se développeront sur 4 axes, dont la création sera le moteur des trois autres :

— **Axe 1 : La création**

La Virgule produira et créera au moins deux spectacles théâtraux tous les trois ans, sous la responsabilité artistique du Directeur nommé par le Conseil d'Administration de l'Association.

— **Axe 2 : La diffusion**

Les créations de La Virgule devront être diffusées le plus largement possible auprès d'un public belge, français et international.

— **Axe 3 : La sensibilisation**

La Virgule s'efforcera d'élargir le public transfrontalier par des actions de sensibilisation (formation à la pratique théâtrale, animation en milieu scolaire et associatif, présentation de ses créations, répétitions ouvertes ...).

— **Axe 4 : L'accueil de spectacles**

La Virgule élaborera chaque saison une programmation ouverte aux compagnies françaises (notamment issues de la région Hauts de France, mais aussi belges et internationales, dans un souci d'offrir dans sa diversité un théâtre à la fois artistiquement exigeant et populaire.

1.2 Nature et périmètre des activités réalisées

La nature des activités réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi : activités de création, de diffusion, de sensibilisation et de programmation théâtrales.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

— **Activité de création théâtrale** : cette activité s'est exercée dans la Région Hauts-de France

— **Activité de diffusion théâtrale** : cette activité s'est exercée auprès des publics de la Région Hauts-de France et de la Wallonie Picarde (B).

— **Activité de sensibilisation théâtrale** : cette activité s'est exercée auprès des publics de la Région Hauts-de France et de la Wallonie Picarde (B).

— **Activité de programmation théâtrale** : cette activité s'est exercée auprès des publics de la Région Hauts-de France et de la Wallonie Picarde (B).

1.3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Ressources humaines : En 2023, La Virgule comptait 6 salariés en CDI dont 4 cadres et 2 non-cadres ; pour un équivalent de 5,97 ETP.

2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- Sortie de 2 salariés qui a eu l'impact suivant sur les comptes : - 20 k€ d'indemnités de fin de contrat et + 8 k€ de reprise de provision pour indemnités de fin de carrière ;
- Passage en profit exceptionnel des reports des abonnements à la suite des fermetures de salles pendant la crise sanitaire Covid 19 pour 6 k€.

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'association constate que le conflit en Ukraine n'a pas d'impact significatif sur son activité.

2.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.1.1 Changement de méthode comptable

Néant

3.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

3.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

3.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

3.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

Les comptes présentés appliquent aucune des méthodes « optionnelles » parmi celles proposées par le règlement 2014-03.

4 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

4.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 4.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation (B)	Diminution (C)	Virement	Valeur brute fin
Incorporelles	Frais d'établissement	- €	- €	- €	- €	- €
	Frais de recherche et développement	- €	- €	- €	- €	- €
	Concessions, brevets, logiciels	9 346 €	- €	- €	- €	9 346 €
Immobilisations corporelles	Terrains	- €	- €	- €	- €	- €
	Constructions	- €	- €	- €	- €	- €
	Installations techniques, matériel et outillage	134 301 €	542 €	- €	- €	134 843 €
	Immobilisations corporelles en cours	- €	- €	- €	- €	- €
	Avances et acomptes	- €	- €	- €	- €	- €
Financières	Autres titres immobilisés	457 €	- €	- €	- €	457 €
	Prêts	- €	- €	- €	- €	- €
	Autres immobilisations financières	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL		144 104 €	542 €	- €	- €	144 646 €

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentation (B)	Diminution (C)	Virement	Amortissements fin
Incorporelles	Frais d'établissement	- €	- €	- €	- €	- €
	Frais de recherche et développement	- €	- €	- €	- €	- €
	Concessions, brevets, logiciels	9 345 €	- €	- €	- €	9 345 €
Immobilisations corporelles	Terrains	- €	- €	- €	- €	- €
	Constructions	- €	- €	- €	- €	- €
	Installations techniques, matériel et outillage	129 400 €	1 604 €	- €	- €	131 004 €
	Immobilisations corporelles en cours	- €	- €	- €	- €	- €
	Avances et acomptes	- €	- €	- €	- €	- €
Financières	Autres titres immobilisés	- €	- €	- €	- €	- €
	Prêts	- €	- €	- €	- €	- €
	Autres immobilisations financières	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL		138 745 €	1 604 €	- €	- €	140 349 €

4.1.2.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne B (augmentations)

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	1 604		
TOTAL	1 604		

4.1.2.2 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne C (diminutions)

Non applicable

4.1.2.3 Modalités d'amortissements

	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 an
Installations techniques	Linéaire	de 3 à 10 ans
Installations générales	Linéaire	de 4 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	de 3 à 10 ans

4.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Non applicable.

4.2 Actif circulant

4.2.1 Précisions sur d'autres créances

Les autres créances d'un total de 72 485 € sont constituées de subventions à recevoir pour un montant total de 65 500 € :

- La Région pour 23 000 € relatif à l'exercice 2023
- Le Département pour 39 000 €
- La ville de Comines pour 3 500 €.

4.2.2 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 1 962 € et sont relatives à des charges d'exploitation.

4.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

Non applicable.

4.4 *Fonds propres*

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Le résultat comptable ne peut être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel sur celui-ci. Le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

4.4.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves pour projet de l'entité	502 €	- €	- €	- €	502 €
Réserves					
Report à nouveau	3 907 €	- 139 €	- €	- €	3 768 €
Excédent ou déficit de l'exercice	- 139 €	139 €	- €	31 €	- 31 €
Situation nette	4 270 €	- €	- €	31 €	4 239 €
Fonds propres consommables					- €
Subventions d'investissement					- €
Provisions réglementées					- €
TOTAL	4 270 €	- €	- €	31 €	4 239 €

4.4.2 *Réserves pour projet de l'entité*

Le « projet de l'entité » est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité pour réaliser l'objet social rappelé en première partie de cette Annexe.

La réserve pour projet de l'entité s'élève à 502 €.

4.4.3 *Subventions d'investissement*

Non applicable

4.4.4 *Autres fonds propres*

Non applicable

4.5 *Fonds reportés et dédiés*

Non applicable.

4.6 *Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges*

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

Nature des réserves et provisions	A l'ouverture	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
Provisions réglementées	- €	- €	- €	- €
Provisions pour risques	12 824 €	865 €	- 8 390 €	5 299 €
Provisions pour charges	- €	- €	- €	- €
TOTAL	12 824 €	865 €	- 8 390 €	5 299 €

Les provisions pour risques sont relatives aux engagements « Indemnités de fin de carrière ».

4.6.1 *Aménagement du cadre général- Augmentations*

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des augmentations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées	- €	- €	- €
Provisions pour risques	865 €	- €	- €
Provisions pour charges	- €	- €	- €
TOTAL	865 €	- €	- €

4.6.2 *Aménagement du cadre général – Diminutions*

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées	- €	- €	- €
Provisions pour risques	8 390 €	- €	- €
Provisions pour charges	- €	- €	- €
TOTAL	8 390 €	- €	- €

4.7 *Provision pour risques et charges*

4.7.1 *Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés*

Engagements de retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	5 299 €	- €	5 299 €

L'entité provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques de l'entité sont précisées ci-après :

— Un régime d'indemnités de départ à la retraite

conformément à une délibération du Bureau de novembre 1997.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- La provision a été estimée sur la base d'un départ à l'âge de 65 ans ;
- La provision pour indemnité de départ à la retraite est calculée sur la base du dernier salaire brut ;
- Elle est évaluée à 1/2 mois de salaire par année d'ancienneté ;
- Le taux d'actualisation retenu est de 3,70% ;
- Le taux de revalorisation des salaires est de 2,25%.

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 38,10 %.

4.7.2 *Provisions pour reversement d'une subvention*

Une provision pour risque de reversement de subvention Région est comptabilisée si l'association estime qu'il existe un risque de reversement de la subvention, notamment dans l'hypothèse où la subvention Région ne serait pas totalement méritée.

La Virgule comptabilise 100% de la subvention en produit et constate une provision pour une part de la subvention non méritée.

Il n'y a pas de provision pour risque de reversement à la clôture de l'exercice 2023.

4.8 *Dettes*

4.8.1 *Emprunts et autres dettes assimilés*

Non applicable.

4.8.2 *Autres dettes*

Les autres dettes d'un total de 26 071 € sont principalement constituées des avances reçues pour un total de 26 059 €.

Ces avances sont relatives aux abonnements payés par les spectateurs pour la saison qui s'étend de juillet 2023 à juin 2024. Le solde de ces avances diminue au fur et à mesure que les abonnés assistent à des représentations.

4.8.3 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 15 660 € et sont relatifs à des produits d'exploitation.

4.9 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice

4.9.1 Etat des échéances des créances

ETAT DES CREANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
DE L'ACTIF CIRCULANT	Avances et acomptes versés	31 €	31 €	- €
	Rabais, remises, ristournes à obtenir	325 €	325 €	- €
	Créances clients et comptes rattachés	1 661 €	1 661 €	- €
	Personnel et comptes rattachés	- €	- €	- €
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	- €	- €	- €
	Etat et autres collectivités publiques	72 129 €	72 129 €	- €
	Débiteurs divers	- €	- €	- €
	Autres charges	- €	- €	- €
Charges constatées d'avance		1 962 €	1 962 €	- €
TOTAUX		76 108 €	76 108 €	- €

4.9.2 *Etat des échéances des créances*

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts et dettes établissement de crédit	- €	- €		
- A 1 an max à l'origine	- €	- €		
- A + d'1 à l'origine	- €	- €		
Emprunts et dettes financières divers	- €	- €		
Fournisseurs et comptes rattachés	23 046 €	23 046 €		
Personnel et comptes rattachés	17 016 €	17 016 €		
Sécurité sociale et autres organismes	26 877 €	26 877 €		
Autres impôts et taxes	1 329 €	1 329 €		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	- €	- €		
Avances et acomptes reçus	26 059 €	26 059 €		
Autres dettes	13 €	13 €		
Produits constatés d'avance	15 660 €	15 660 €		
TOTAL	110 000 €	110 000 €	- €	- €

5 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

5.1 Résultats par activité ou établissement

Ventilation du résultat	Exercice 2023	Exercice 2022
Résultat d'exploitation	- 5 780 €	- 497 €
Résultat financier	3 €	2 €
Résultat Exceptionnel	5 745 €	355 €
Résultat de l'exercice	- 31 €	- 139 €
Résultat en gestion libre	- 31 €	- 139 €
Résultat de l'exercice	- 31 €	- 139 €

5.2 Produits du compte de résultat

5.2.1 Cotisations avec ou sans contrepartie

Non applicable.

5.2.2 Ventes de biens et services

Ventilation des produits	Exercice 2023	Exercice 2022
Cotisations	- €	- €
Prestations de services	135 588 €	147 415 €
Subvention d'exploitation	335 751 €	325 970 €
Mécénat	- €	- €
Contributions financières	- €	- €
Reprise sur amortissements et dépréciations	8 390 €	4 619 €
Transfert de charges	23 164 €	1 691 €
Utilisation des fonds dédiés	- €	34 000 €
Autres produits	4 €	848 €
Total des produits d'exploitation	502 897 €	514 543 €

5.2.3 *Concours publics et subventions d'exploitation*

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges »

Nature du concours publics ou de la subvention	Union Européenne	Région	Département	Collectivités territoriales	Autres
Concours Publics	- €	- €	- €	- €	- €
Subvention d'exploitation	- €	115 000 €	78 000 €	116 500 €	26 251 €
Total	- €	115 000 €	78 000 €	116 500 €	26 251 €

5.2.4 *Ressources liées à la générosité du public*

Non applicable

5.2.5 *Contributions financières*

Non applicable

5.2.6 *Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges*

Le poste « reprises et transferts de charges » est principalement relatif au remboursement de la formation d'une salariée, prise en charge par Transition pro pour 23 164 €.

5.2.7 Utilisations des fonds dédiés

Non applicable

5.2.8 Autres produits (d'exploitation)

Non significatif

5.3 Résultat Financier

Non significatif

5.4 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est composé principalement du solde du report de l'avoir effectué à la suite de la crise sanitaire pour 5 615 €.

5.5 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;

Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;

Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

— Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

— Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

— Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

— Mise à disposition des locaux de la part de la ville de Tourcoing ; quantifiée et valorisée par la ville, pour un montant de 35 020€.

5.6 *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat*

5.6.1 *Produits à recevoir*

Libellés	Montant
AUTRES PRODUITS	
Clients	- €
Personnel et organismes sociaux	- €
Etat et collectivités	1 121 €
Divers	325 €
TOTAL	1 446 €

5.6.2 *Charges à payer*

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	17 016 €
Charges sociales et fiscales provisionnées	7 680 €
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	16 029 €
Personnel et organismes sociaux	- €
Sécurité sociale	- €
Autres charges fiscales	- €
Divers	- €
TOTAL	40 725 €

5.6.3 *Produits et charges imputables à un autre exercice*

Non applicable

5.6.4 *Quote-part de résultat sur opérations faites en commun*

Non applicable

5.6.5 *Informations relatives au régime fiscal*

L'association réalise une activité lucrative au regard des impôts commerciaux.

La totalité du résultat est passible de l'impôt sur les sociétés.

6 **Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants**

6.1 **Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)**

Non applicable

6.2 **Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)**

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

6.3 **Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat**

Non applicable

6.4 **Libéralités acceptées par l'association pour lesquels un délai d'opposition administrative existe**

Non applicable

6.5 **Passifs non comptabilisés**

Non applicable

6.6 **Informations relatives à l'effectif**

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

Libellés	Personnel salarié	Personnel bénévole
Cadre	4	0
Non cadre	2	0
TOTAL	6	0

6.7 **Engagements financiers donnés et reçus**

Non applicable

6.8 **Autres opérations non inscrites au bilan**

Non applicable